



Une attaque contre les travailleurs immigrés est une attaque contre tous les travailleurs

Le 18 octobre, le Premier ministre Barnier et le ministre de l'Intérieur Retailleau sont allés faire ami-ami avec deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien à la frontière franco-italienne. En ligne de mire : les migrants, auxquels une loi en préparation promet de pourrir un peu plus la vie en France. Mais que cherche exactement le gouvernement français ?

Des mesures criminelles...

Cette loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi carrément punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche aussi des pays où les renvoyer, comme Meloni vient de le faire avec l'Albanie même si la justice italienne a déclaré cette déportation illégale. Il y a peu, le Royaume-Uni envisageait d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda. Pour le gouvernement français, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... que des dictatures. La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour leur sous-traiter l'enfermement des migrants.

L'Italie verse déjà de l'argent à la Tunisie et la Libye, auxquels l'Union européenne ajoute la Turquie. Dans ces trois pays, les migrants sont parqués dans de vrais camps de concentration, d'où ils ne peuvent sortir que pour se faire exploiter dans des conditions dignes de l'esclavage le plus barbare. Car ces « esclaves » ne coûtent rien à leur maître, ce dernier ne perd rien à les tuer littéralement à la tâche... Et si ça ne suffit pas, des flics ou des militaires les raflent et les larguent en plein désert, sans nourriture, ni abri, ni eau.

... et stupides

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an (donc à une minorité de migrants, puisque presque tous travaillent). Elle donne accès à des soins de base. Les médecins dans leur immense majorité soulignent que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère telle que la tuberculose, c'est créer les conditions d'une épidémie qui

frapperait tout le monde ! Retailleau et Barnier le savent bien, mais ils s'en moquent.

Une haine de classe

Dans tous nos lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les cadences deviennent partout plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir.

À l'heure où plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber, comme dans l'automobile en France (MA France, Valeo, Dumarey, Forvia, Bosch...) et dans toute l'Europe (Volkswagen, Ford, Stellantis...), c'est ensemble que la colère peut nous prendre.

Ce ne sont pas les migrants qui menacent nos emplois, mais les capitalistes, la plupart du temps bien français !

Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population (éducation, santé, etc.), pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Les macronistes et la droite prétendent que c'est la montée de l'extrême droite qui les contraint à prendre ces mesures. Ils mentent. Cette politique est bien la leur. C'est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires, en espérant que cela nous fera oublier où sont nos vrais ennemis. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

Nous ne sommes jamais plus forts que lorsque nous faisons bloc, ensemble !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 21 octobre 2024

Pour suivre :     NPA.revo.TravailSocial
NPA REVO GRENOBLE ISERE



Brèves



CE BULLETIN EST LE TIEN, N'HESITES PAS À LE DIFFUSER ET À NOUS CONTACTER POUR PROPOSER DES IDÉES

Ocellia : en stage comme à l'école, faisons respecter nos droits !

De nombreux élèves sont encore sans stages en cette rentrée. Cela est dû au manque d'accompagnement au sein de l'école mais aussi au manque de moyens dans les lieux de stage pour accueillir les collègues en formation. De plus les droits des stagiaires sont parfois peu respectés sur les lieux de stage. Certain.e.s peuvent ainsi être amenés à exécuter des tâches régulières correspondant à un poste de travail permanent, ou même se voir refuser l'accès aux tickets-restaurants. La gratification est souvent proche du minimum légal de 4,35€/h alors qu'elle devrait, tout comme les minima sociaux, être au moins égale au SMIC, qui lui-même devrait être fixé à 2000€ et indexé sur les prix si l'objectif était de permettre à chaque salarié.e de vivre, se loger, se nourrir et se cultiver. Cette gratification est même parfois abandonnée alors qu'elle est obligatoire dès lors que plus de 8 semaines ont été passées dans l'année sur le lieu de stage.

Cette précarité des droits durant le stage peut faire écho à la faiblesse des droits étudiants dans les écoles en travail social, en comparaison de ce qui existe à l'université. L'interdiction de porter atteinte à la réputation d'Ocellia ainsi que de s'absenter les jours de mobilisation nationale contraste même avec les engagements pris par la directrice générale Mme Junet en 2023. Elle avait alors écrit aux étudiant.e.s mobilisé.e.s que « *Lorsque des préavis de grève au niveau national seront lancés, il n'y aura pas de contrôle d'assiduité et ce pour l'ensemble des cours dispensés ce jour.* » C'est en tout cas la preuve que la seule manière de faire respecter ses droits et d'en gagner, c'est la mobilisation des travailleuses, en formation ou diplômées.e.s.

Me Too Hôpital : un neurochirurgien du CHU de Grenoble condamné pour agression sexuelle

Une interne et une infirmière de l'hôpital de Grenoble avaient rapporté des faits de harcèlement et d'agression sexuelle entre 2012 et 2018. Si le tribunal l'a reconnu coupable "d'agression sexuelle par personne abusant de l'autorité", cette affaire est surtout un énième exemple des violences subies par les femmes dans le milieu hospitalier.

Le mouvement MeToo Hôpital, dont l'ampleur des témoignages a montré le caractère systémique de ces violences, a suscité un tel débat que l'ordre des médecins a été obligé de lancer une grande consultation nationale fin septembre pour tenter de saisir l'ampleur du phénomène dans le milieu hospitalier. Pour en finir avec ces violences sexistes et sexuelle, amplifions les mobilisations et organisons nous sur nos lieux de travail et d'étude !

Se regrouper pour gagner : le travail social refuse l'isolement face aux attaques

Ces dernières semaines, des couperets sont tombés dans l'action sociale : la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) a supprimé 500 postes de CDD en septembre, l'Association des paralysés de France (APF) annonce un trou de 37 millions d'euros et le licenciement de 400 salariés, l'association de protection de l'enfance Don Bosco dans le Finistère va fermer plusieurs services et licencier. Les patrons et structures du social licencient, comme ceux du commerce et de l'industrie. C'est la lutte des travailleurs concernés qui a révélé ces scandales. Combien d'autres ?

Depuis le début du mois de septembre, boîte par boîte, celles et ceux qui n'en peuvent plus relèvent la tête. Pas moins de huit mobilisations ont eu lieu la semaine du 16 septembre, dont quatre rassemblements en parallèle le 19. D'où la nécessité de s'unir pour faire front.

Le 1er octobre, le collectif du travail social en lutte a regroupé des grévistes dans un même cortège : Onela, Samu social de Paris (SSP),

France Travail, PJJ, mais aussi le collectif des mineurs de Belleville, le CSP75, des profs, des postiers et le collectif des sans facs de Nanterre... Ce regroupement a permis de donner confiance aux grévistes du secteur social pour voter un appel à rejoindre la grève du Samu social de Paris le 17 octobre. Une centaine de salarié.e.s et d'étudiant.e.s venus d'une dizaine de boîtes et d'écoles différentes étaient ainsi présent.e.s au rassemblement devant le siège du SSP. Cette mobilisation a permis aux grévistes du SSP d'obtenir un engagement écrit sur l'obtention de la prime SEGUR de la part de la Délégation Interministérielle A l'Hébergement et à l'Accès au Logement.

Les annonces de nouvelles coupes dans les budgets obligent à renforcer notre organisation et accroître le rapport de force en notre faveur. L'Union des Employeurs de l'Économie Sociale et solidaires (UDES) qui regroupe 220 000 employeurs estime ainsi que 186 000 emplois seraient menacés par les 10 milliards d'euros de coupes budgétaires qui vont toucher le travail social et le médico-social. Face à l'inertie des directions syndicales nationales, des équipes militantes font des tentatives et ont un écho favorable. Les salarié.e.s en grève le 17 octobre ont ainsi décidé de se revoir en Assemblée Générale du Travail Social Île-de-France le 29 octobre.

CAF – Pôle Emploi : non aux pressions contre les allocataires et les agents

Une quinzaine d'associations ont saisi le Conseil d'État mercredi 16 octobre pour dénoncer l'attribution par la CAF de « scores de risque » aux 32 millions de personnes inscrites dans ses fichiers. Depuis 2010 un algorithme scrute les allocataires et leurs proches (dont 13,5 millions d'enfants) en analysant une quarantaine de paramètres dont l'âge, le handicap, le budget ou la situation familiale. Ceux et celles désigné.e.s par l'algorithme font ensuite l'objet de contrôles au domicile. Outre la mise sous pression des allocataires, les 15 associations dénoncent le ciblage discriminant des mères seules, des personnes en situation de handicap ou des jeunes précaires. Ces pressions visent à décourager les bénéficiaires à faire valoir leurs droits, objectif partagé avec la loi « Plein emploi » qui obligera les allocataires du RSA à fournir 15h/semaine de travail gratuit dès janvier prochain.

Ces mesures sont expérimenté depuis 2016 par le département de l'Isère. Près de 8000 allocataires ont ainsi du signer un Contrat d'Engagement Réciproque, impliquant du travail gratuit pour 792 d'entre eux et elles. Christophe Charles, vice-président en charge de l'action sociale au département de l'Isère, se félicitait ainsi l'année dernière au Dauphiné Libéré : « Le nombre d'allocataires a baissé de 15 % depuis 2020 en Isère, nous sommes aujourd'hui à un taux historiquement bas ».

Du côté des salarié.e.s des CAF et de Pôle Emploi / France Travail, ces injonctions à devenir des agents du contrôle social provoquent un accroissement de la souffrance au travail. En juin dernier une cinquantaine de salarié.e.s de la CAF de Loire-Atlantique s'étaient ainsi mis en grève et avait envahi leur Conseil d'Administration pour dénoncer les pressions sur les allocataires, et sur les agents payés une misère et privés des moyens d'accompagner leurs publics. Les attaques contre les salaires et les coupes dans les budgets des services publics sont les deux faces d'une même politique destinée à préserver les profits des grandes entreprises, qui elles peuvent percevoir près de 200 milliards d'aides publiques par an sans craindre de contrôle à domicile. C'est par nos luttes que nous pourrions gagner des moyens à hauteur des besoins pour nos publics et nos collègues, et rejeter ce rôle de gestionnaires de la misère dans lequel le gouvernement et les employeurs du social et du médico-social cherchent à nous enfermer.

REUNION PUBLIQUE NPA JEUNES REVOLUTIONNAIRES
QUELLE STRATEGIE FACE AUX OFFENSIVES TRANSPHOBES ?
JEUDI 7 NOVEMBRE - 18h ARSH (CAMPUS UGA - TRAM BIBLIOTHEQUES UNIVERSITAIRES)